



Déclarations et Discours

No 85/9

PRIORITÉS NATIONALES ET POLITIQUE INTERNATIONALE

Allocution du Très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, au "Canadian Club", Winnipeg, le 19 septembre 1985.

Je veux vous parler aujourd'hui du lien essentiel et intime qui existe entre nos priorités nationales et la politique internationale.

La priorité actuelle du gouvernement d'un pays comme le nôtre doit être d'encourager l'emploi et la croissance. Son objectif doit toujours être d'exprimer l'esprit et le caractère de ce pays en termes actuels, contemporains.

Un pays représente davantage que son produit national brut. Les politiques et les réalisations économiques sont essentielles, mais il est également vital de bien connaître les buts et objectifs qui nous distinguent des autres et font notre force. C'est dans cet esprit que j'aborderai mes observations d'aujourd'hui.

Les élections d'il y a un an reflètent à la fois ce que le peuple a voulu et ce qu'il a rejeté. Les Canadiens de tous les horizons ont exprimé massivement le désir que soient élaborées des politiques de réconciliation nationale qui mettront fin à une décennie ou plus de vaines divisions entre les différents gouvernements et les différentes régions de ce pays.

Il y aura toujours des différences; elles font partie de la vitalité même de notre pays. Mais l'attention exclusive accordée à ces différences et la perception conflictuelle de nos affaires nationales sont des phénomènes auxquels les Canadiens ont voulu mettre un terme. Nous estimons qu'il est de notre devoir de ranimer la fierté des Canadiens et de les rendre plus conscients de ce que nous pouvons faire en tant que pays fort et uni.

Les Canadiens voulaient voir leur gouvernement exprimer de façon concrète une confiance réelle dans le pays, une confiance réelle dans la nature du Canada, dans son identité et dans son avenir. Ils voulaient un gouvernement prêt à défendre le pays devant le monde, un gouvernement capable de dire: "Nous sommes là, nous sommes différents des autres pays, différents de nos voisins; nous avons des intérêts propres, que nous allons manifester au monde, que nous allons affirmer au monde."

Les nations se bâtissent et se fortifient graduellement, par cycles. La transition entre ces cycles se fait rarement de façon dramatique. Ils se fondent plutôt les uns dans les autres, et on constate tout à coup que les réalités d'hier sont dépassées.

Il y a dix ou vingt ans, la politique nationale était fondée sur l'hypothèse de la vulnérabilité du Canada. La création de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, l'élaboration de la politique énergétique

nationale et d'autres programmes partaient du principe d'une certaine fragilité de la nature canadienne, fragilité qu'il fallait protéger contre le reste du monde.

Aussi, au lieu d'encourager les Canadiens à faire preuve d'initiative et à donner la pleine mesure de leur compétence, nous avons restreint l'accès à nos marchés économique et culturel. Nous nous sommes repliés sur nous-mêmes au lieu de nous tourner vers l'extérieur. Notre compétitivité a diminué sur les plans économique et culturel, de même que notre capacité de tirer profit des débouchés qui s'offrent à un pays comme le nôtre. Les politiques fondées sur notre supposée vulnérabilité nous rendaient vulnérables.

Le 4 septembre de l'an dernier les Canadiens ont indiqué qu'ils en avaient assez. Ils ont voulu que le pays, au lieu de se retirer du monde, y fasse plutôt sa place. Ils ont voulu qu'il s'affirme, dans des conditions certes difficiles, mais qui sont tout de même moins pénibles pour le Canada que pour pratiquement n'importe quel autre pays.

Comme je l'ai dit l'autre jour à la Chambre des communes, le coût d'un brise-glace polaire de classe 8 est de 500 millions de dollars. Mais ni les Canadiens ni leur gouvernement ne sont prêts à dire que notre pays ne peut se permettre l'Arctique. Nous pouvons nous le permettre et nous pouvons nous permettre aussi les risques que comporte la poursuite active de nos intérêts. Je crois qu'il y a de la part du grand public la volonté de voir le Canada adopter des positions qui expriment sa force et affirment sa confiance dans ce qu'il fait.

Ce qui est en cause ici, dans cette évolution entre le désir de nous retirer du monde et celui de nous y intégrer, ce n'est pas une différence liée aux partis politiques ou à des idéologies, mais bien au temps. Le pays a évolué, de même que les aspirations de ses citoyens. Nos possibilités d'action ont changé à un point tel qu'il est devenu opportun pour le Canada de faire davantage valoir son identité et ce qu'il peut faire.

Vous savez que parmi les décisions annoncées à la Chambre la semaine dernière, figurait celle de retirer la réserve décrétée par un gouvernement précédent quant à la compétence de la Cour internationale de Justice de statuer sur la souveraineté canadienne dans les eaux de l'Arctique. Cette réserve avait été formulée en 1970, alors que le droit de la mer était beaucoup moins élaboré qu'il ne l'est aujourd'hui et que la confiance du Canada dans la valeur de ses revendications n'était pas aussi forte que maintenant.

Il n'y a pas eu seulement l'arrivée d'un nouveau gouvernement; nos revendications ont une nouvelle vigueur. Parce que les temps ont changé, il nous est possible aujourd'hui d'adopter, avec assurance et confiance, des positions que les gouvernements antérieurs estimaient inappropriées.

Mais cela ne va pas sans risques. Le critique de l'Opposition pour les affaires extérieures, l'honorable Jean Chrétien, a dit, avec passablement de justesse, qu'il était hardi et risqué d'affirmer notre souveraineté sur les eaux de l'Arctique. Nous nous déclarons prêts à soutenir, le cas échéant, nos revendications devant la Cour internationale de Justice, et, naturellement, cela comporte des risques.

Parce que chances et risques sont indissociables, l'adoption d'une attitude plus confiante par les Canadiens au pays et, par voie de conséquence, à l'étranger, comporte des risques, mais également des chances. La leçon la plus frappante de ma première année au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures est peut-être que les chances ne sont pas immuables. Dans le Nord, par exemple, si nous ne profitons pas des occasions que nous avons maintenant, nous pourrions très bien les perdre parce que d'autres pays commencent à formuler leurs propres revendications. L'insistance que nous mettons à défendre notre souveraineté n'est pas importante seulement pour l'affirmation de l'identité du Canada, mais aussi pour ses intérêts.

Pour ce qui est du Nord, nous n'avons pas de brise-glaces qui puissent à n'importe quelle période de l'année traverser les eaux de ces régions. Ceux que nous avons ne sont pas assez robustes pour résister aux glaces de l'hiver arctique ni assez rapides pour suivre le *Polar Sea*. C'est là une situation dont nous ne sommes pas responsables et que nous ne pouvons plus accepter. Puisque d'autres pays se donnent la capacité de naviguer dans nos eaux, nous devons avoir des moyens pratiques d'occuper les zones que nous revendiquons et d'exercer les droits que nous réclamons.

Les États-Unis et la République fédérale d'Allemagne se préparent activement à faire de la navigation commerciale dans les eaux boréales, c'est-à-dire dans nos eaux. Les Japonais, qui suivent de près l'évolution des mouvements de pétrole et de gaz en provenance des régions nordiques, se dotent actuellement d'une nouvelle technologie qui leur permettra de construire des navires-citernes capables de transporter le pétrole et le gaz en passant par les eaux boréales. Sur un autre plan, il serait naïf de croire que les Soviétiques n'utilisent pas leurs sous-marins sous notre calotte glaciaire, dans nos eaux. La flotte de brise-glaces de l'Islande est supérieure à la nôtre. Américains, Allemands, Japonais, Russes et Islandais démontrent plus d'intérêt envers nos eaux que nous ne l'avons souvent fait.

Pour diverses raisons, le régime précédent n'a pas su nous mettre pleinement en mesure de proclamer et de défendre notre souveraineté dans le Nord. Nous avons corrigé cette lacune. Je ne veux cependant pas limiter mes observations à la question importante et urgente du Nord. Ce qui s'est produit dans ce cas s'applique également à notre commerce extérieur.

L'une des raisons pour lesquelles nous avons perdu du terrain comme nation commerçante est sans aucun doute que le reste du monde s'est adapté plus rapidement que nous aux nouveaux facteurs qui régissent le commerce international, qui influent sur notre capacité d'acheter et de vendre et, par conséquent, d'obtenir prospérité, emplois et sécurité ici.

Nous n'avons tout simplement pas tenu suffisamment compte du fait que des pays nouvellement industrialisés commencent à rivaliser avec nous. Nous avons également négligé de faire pièce au phénomène du protectionnisme aux États-Unis. Un jour, il est question de porc, le lendemain, de bois résineux de construction, puis de morue salée et d'acier.

L'an dernier, environ 6 milliards de dollars d'exportations canadiennes aux États-Unis ont été touchées par des menaces ou des mesures protectionnistes. Cela vise quelque 146 000 emplois au Canada, dont bon nombre sont menacés. Les bonnes relations entre Ottawa et Washington peuvent aider à alléger

le problème, tout comme de mauvaises relations pourraient le compliquer. Mais, ce qu'il faut reconnaître, c'est qu'il n'est pas seulement question de problèmes isolés, comme dans le cas du porc, du bois d'œuvre ou d'autres biens. Nous faisons face à un vaste mouvement protectionniste aux États-Unis et à une concurrence de plus en plus vive partout dans le monde.

Encore une fois, nous revenons à la question essentielle, à savoir la confiance en nous-mêmes. Sommes-nous convaincus que les Canadiens peuvent être aussi productifs que les Allemands, aussi dynamiques que les Américains et aussi ingénieux que les Japonais? La réponse est simple. Oui nous pouvons le faire, car nous n'avons pas d'autres choix. Les Canadiens sont des chefs de file mondiaux dans le domaine des télécommunications, des transports et d'autres domaines d'avenir. Nos industries à base de ressources sont respectées à l'échelle mondiale, les sociétés canadiennes vendent des mini-puces à Hong Kong et fournissent des services et des biens presque partout dans le monde. Nous avons le talent, les traditions et les ressources voulus pour tirer profit des changements indéniables qui transforment la nature du commerce international.

Au début de la visite que j'ai effectuée en Thaïlande en juillet, j'ai eu l'occasion de présider le lancement d'une coentreprise de la société Champion Graders, de l'Ontario, et d'une firme thaïlandaise, Italhai. Depuis des années, la première vendait sur le marché asiatique du matériel lourd. Puis, les Japonais sont venus et ont commencé à produire et à vendre le même genre d'équipement à un coût inférieur au nôtre. La société Champion Graders a commencé à perdre des marchés, mais au lieu d'abandonner la partie, elle a décidé de se lancer dans une coentreprise avec les Thaïlandais, en faisant appel à la technologie canadienne et à la main-d'œuvre thaïlandaise. Elle exporte maintenant aux États-Unis et récupère graduellement les marchés d'Asie qu'elle avait perdus.

Cette adaptation à de nouvelles réalités se produit grâce à la politique d'un certain nombre de sociétés canadiennes privées. Il est cependant une réalité à laquelle nous ne pouvons échapper, à savoir que la politique des gouvernements doit elle aussi s'adapter.

L'Arctique est une des réalités à laquelle nous devons faire face. Le commerce en est une autre. Des sept pays industrialisés qui participent aux sommets économiques chaque année, seule l'Allemagne est davantage tributaire des exportations que le Canada. Les États-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie en dépendent moins que nous. Le commerce est donc la clé de notre croissance. Ce phénomène est aussi réel pour le Canada que l'Arctique — nous devons admettre cette réalité et en tirer partie.

Nous ne sommes pas un pays comme les autres. Beaucoup de nos concitoyens sont venus ici par choix, laissant délibérément derrière eux terres et régimes qui leur donnaient moins de liberté ou moins de possibilités. Notre histoire est celle d'un peuple qui a su profiter des possibilités qui s'offraient à lui.

Nous devrions étudier davantage cette histoire et en parler également davantage. Nous devons reconnaître qu'il y a pour le Canada des intérêts et des options qui lui sont uniques et que nous exprimons notre identité lorsque nous les exploitons.

Dans les affaires internationales, la prudence est de mise. Mais c'est également, de façon unique, un domaine où les nations parlent et agissent pour elles-mêmes et se révèlent par leurs actions.

Nous avons à choisir, lorsque le gouvernement des États-Unis a annoncé un embargo contre le Nicaragua, entre suivre la politique de nos voisins ou adopter notre propre politique. Nous avons choisi la deuxième solution.

Nous avons dû faire un choix quant au rôle que le Canada doit jouer dans la région perturbée qu'est l'Amérique latine. Nous avons opté pour le rôle très particulier issu de la longue et précieuse tradition de maintien de la paix dont les Canadiens sont imprégnés, afin que le processus de Contadora ne se limite pas à engendrer de la bonne volonté, mais soit un moyen efficace d'assurer la paix.

Nous avons à décider, il y a deux semaines, si nous accepterions l'invitation que nous ont faite les États-Unis de participer directement à la recherche dans le cadre de l'initiative de défense stratégique, sur laquelle nous n'aurions eu pratiquement aucun contrôle. Nous avons décliné l'invitation, sachant pertinemment que cela aurait certaines répercussions sur nos relations avec les États-Unis.

Nous avons aussi un choix à faire relativement à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Cette institution des Nations Unies s'est tellement écartée de la voie tracée, faut-il le dire, que certains gouvernements dont ceux de Singapour, de la Grande-Bretagne et des États-Unis lui ont donné notification de leur retrait. Nous avons, pour notre part, décidé de travailler de l'intérieur et d'user de l'influence que nous avons au sein de l'UNESCO pour la réformer et la ramener sur la bonne voie.

Nous avons également le choix dans le cas des négociations commerciales multilatérales, où il existe un désaccord entre les pays développés et les pays en développement quant à la nature des discussions qui devront avoir lieu au moment de fixer les règles internationales du commerce. Nous sommes l'un des pays industrialisés du monde, mais nous avons en même temps des liens uniques avec les pays en développement, de sorte que nous avons choisi de chercher à trouver un terrain d'entente entre les deux parties. Une délégation canadienne se rendra dans les pays d'Asie et d'Amérique latine en octobre, afin de chercher un accord sur l'ordre du jour qui pourrait permettre au monde de faire un pas en avant.

Nous avons aussi le choix, en ce qui a trait à l'Afrique du Sud, entre les moyens à notre disposition pour mettre un terme à l'*apartheid*. Nous avons imposé des sanctions économiques, par exemple nous avons cessé d'appliquer les polices d'assurances globales en matière d'exportations, nous avons arrêté les subventions données dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation, et nous avons dénoncé le traité que nous avons signé avec l'Afrique du Sud sur la double imposition. Mais nous avons également reconnu que notre appartenance au Commonwealth et la position que nous y occupons constituent pour nous un atout particulier. De toutes les institutions du monde, le Commonwealth est celle qui peut, pratiquement plus que toute autre, influencer sur le cours des événements en Afrique du Sud. Et le Canada jouit d'une plus grande influence dans le Commonwealth que dans nombre d'autres organismes. Voilà donc qui constitue un des importants défis de la politique étrangère du Canada, à savoir reconnaître nos points forts et en faire le meilleur usage possible.

Nous avons été façonnés par nos traditions particulières, notre géographie et les valeurs que nous nous sommes données. Ces éléments se combinent au Canada d'une façon unique au monde et créent une nation qui est à la fois distincte et forte. Pendant trop longtemps, nous avons mis en doute notre propre identité, nos propres forces. Face aux défis constants que pose le monde, nous opposons une nouvelle confiance en nous-mêmes. Notre devoir est de tirer le meilleur parti possible des deux.

S/C